TOUTES ET TOUS EN GREVE
JEUDI 13 JUIN
TOUTES ET TOUS EN GREVE ET MOBILISE·ES
MANIFESTATION 14 H 30 PLACE JEANNE D'ARC

Le 21 mai, après avoir été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, le projet de loi sur l'école de la confiance a été voté par le Sénat.
Même si la majorité sénatoriale a retoqué l'article sur les EPSF, la casse de la formation initiale est toujours à l'ordre du jour, le cadeau aux écoles privées est toujours d'actualité, l'instauration des EPLI et la suppression du CNESCO aussi.
Pire, la majorité sénatoriale a introduit des amendements qui dégradent encore la situation : formation continue pendant les vacances, introduction d'un statut hiérarchique pour les directeurs-trices d'école, sans compter des amendements des plus réactionnaires : interdiction pour les accompagnateur-trices de porter des signes religieux lors des sorties scolaires, suppression des allocations pour les parents d'élèves absentéistes…

À présent, le texte doit être étudié par une commission mixte paritaire, composée de sénateurs-trices et de député-es qui se réunira la semaine du 13 juin.
Si lors de cette commission, un accord est trouvé sur le contenu de la loi entre les député-es et les sénateurs-trices - ce qui n'est pas à exclure - la loi Blanquer pourrait être adoptée sans discussions et rapidement par l'Assemblée nationale.

Ce projet de loi, suite des réformes du collège, du lycée général et professionnel et de Parcoursup, est en complète cohérence avec le projet de casse de la fonction publique que le gouvernement compte imposer à marche forcée. À rebours de ce dynamitage de l'école publique, les organisations syndicales revendiquent des créations de postes à la hauteur des besoins et sont déterminées à obtenir une vraie transformation de l'école, assurant la réussite et l'émancipation de tou-tes les élèves avec des conditions de travail satisfaisantes pour les personnels. Elles exigent notamment la création d'un véritable statut de la Fonction publique pour les AESH.

Les organisations syndicales SNUipp-FSU31,SNES-FSU 31, SNUEP-FSU 31, CGT Educ'action 31 et Sud Education 31 réaffirment leur détermination à obtenir l'abandon de la loi Blanquer. **Elles apportent leur soutien aux actions locales engagées : grève reconductible, écoles mortes, occupations, blocages, réunions, rassemblements et aux actions nationales à venir (le <u>17 juin</u> premier jour du bac et le <u>27 juin</u> premier jour du brevet…)**

Les organisations SNUipp-FSU 31, SNES-FSU 31, SNUEP-FSU 31, CGT Educ'action 31 et Sud Education 31 appellent à se mettre massivement en grève et à participer aux actions décidées le jeudi 13 juin, jour d'ouverture des discussions de la commission mixte paritaire.